

ACTION URGENTE

Un mannequin ouïghour en détention au secret depuis plusieurs mois

On est sans nouvelles de Merdan Ghappar depuis mars 2020 ; ses messages et photos décrivant ses mauvaises conditions de détention avaient auparavant été publiés sur les réseaux sociaux. Il a été placé en détention en janvier 2020, et les autorités n'ont que récemment révélé que Merdan Ghappar faisait l'objet de « mesures obligatoires » parce qu'il est soupçonné d'avoir agressé des professionnels de santé. La situation de Merdan Ghappar est très préoccupante, car l'on craint qu'il ne soit soumis à la torture ou à d'autres mauvais traitements.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Director Wang Xiaohong
Kuqa County Public Security Bureau
Jiefang Lu, Kuqa Shi
842000 Xinjiang Uyghur Autonomous Region
République populaire de Chine

Monsieur,

Je vous écris pour vous faire part de mes motifs de préoccupation au sujet de **Merdan Ghappar** (麦尔丹·阿巴), un mannequin ouïghour qui fait actuellement l'objet de « mesures obligatoires » (强制措施). Il a été arrêté en janvier 2020 à Foshan, dans la province du Guangdong, et l'on n'a plus aucune nouvelle de lui depuis mars 2020.

Les messages de Merdan Ghappar qui ont circulé publiquement sur les réseaux sociaux incluent des informations détaillées et des photos inquiétantes concernant ses médiocres conditions de détention. Il fait état d'une surpopulation, du manque d'hygiène, de mesures insuffisantes de protection contre le COVID-19 et de cris provenant d'une salle d'interrogatoire présumée. Il a filmé une vidéo en mars 2020 le montrant enchaîné à son lit dans une pièce. Depuis, personne ne l'a vu ou n'a eu de ses nouvelles.

J'estime qu'il n'est pas rassurant que les autorités du Xinjiang ne révèlent que très peu d'informations au sujet de la situation de Merdan Ghappar depuis que son cas a été évoqué par les médias internationaux. D'après leur déclaration écrite, Merdan Ghappar a été transféré à Kuqa, la ville où il vit, par les autorités. Il est apparemment détenu au titre de « mesures obligatoires » pour avoir agressé du personnel soignant et aurait été menotté à son lit afin qu'il ne puisse plus s'infliger de blessures et surréagir contre les policiers.

Je trouve préoccupant le fait que Merdan Ghappar soit maintenu en détention uniquement en raison des vidéos et des messages qu'il a envoyés. Comme il n'a pas accès à sa famille ni à un avocat de son choix, j'éprouve également des inquiétudes au sujet de ses conditions de détention et de son bien-être, car je crains qu'il ne soit soumis à la torture ou à d'autres mauvais traitements en violation du droit international.

Je vous demande donc de :

- relâcher Merdan Ghappar ou de l'inculper dans les plus brefs délais d'une infraction pénale reconnue par le droit international, et non parce qu'il a pacifiquement exercé ses droits humains, et de le juger dans le respect des normes internationales relatives à l'équité des procès ;
- dans l'attente de sa libération, de révéler l'endroit où se trouve Merdan Ghappar, de lui permettre d'entrer en contact avec sa famille et un avocat de son choix, et de veiller à ce qu'il ne soit pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Merdan Ghappar, 31 ans, est mannequin dans le secteur de la mode pour Taobao, l'un des principaux sites web chinois de vente en ligne. Il a quitté le Xinjiang en 2009 pour trouver de meilleures perspectives dans l'est de la Chine. Il travaillait à Foshan, dans la province du Guangdong, quand il a été condamné à 16 mois d'emprisonnement pour avoir vendu du cannabis. Il a repris son métier de mannequin après sa libération, fin novembre 2019.

La [BBC](#) a fait état le 4 août de ses vidéos et billets publiés sur les réseaux sociaux décrivant ses conditions de détention. Cet article a été largement diffusé et a fortement attiré l'attention sur les détentions massives et les autres violations des droits humains qui ont lieu dans le Xinjiang. Le ministère chinois des Affaires étrangères a dans un premier temps réfuté les informations publiées par la BBC, qu'il a qualifiées de « fausses informations typiques ». Par la suite, la BBC a reçu une déclaration écrite de la part du service de presse du gouvernement du Xinjiang révélant des [informations supplémentaires](#).

Selon le Code de procédure pénale chinois, les « mesures obligatoires » comprennent un ensemble de mesures de restriction ou de privation de liberté de degrés variables qui peuvent être prises par les forces de l'ordre ou par les autorités judiciaires contre une personne soupçonnée ou accusée d'une infraction pénale. Cela va de la détention la plus restrictive, où la personne est incarcérée dans un centre de détention officiel, au placement en résidence surveillée le moins restrictif ou à la libération sous caution dans l'attente d'une enquête plus approfondie. Cela comprend également le placement en résidence surveillée dans un lieu désigné. En mars 2020, les organes d'experts des Nations unies sur les droits humains ont exprimé leur vive inquiétude au sujet de l'utilisation persistante en Chine de la résidence surveillée dans un lieu désigné (RSLD), un système de détention qui permet aux autorités de maintenir des suspects hors du système de détention officiel pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois, et qui peut s'apparenter à une forme de détention secrète et au secret. Cette forme de détention est utilisée pour entraver les activités de défenseur-e-s des droits humains, dont des avocat-e-s, des militant-e-s et des pratiquant-e-s de certaines religions.

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitant-e-s appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer ou de refuser d'écouter ou de regarder des émissions de la radio et de la télévision publiques, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a également instauré « un système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour le travail de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime que jusqu'à un million de Ouïghours, de Kazakhs et d'autres membres d'ethnies à majorité musulmane sont détenus dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces lieux jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de fournir des enseignements techniques et professionnels pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'ancien-ne-s détenu-e-s faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement.

La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'appelant à autoriser des experts indépendants à se rendre sans restriction dans la région du Xinjiang. Elle a par ailleurs multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 9 octobre 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Merdan Ghappar (il)